

Poids des marchés publics

La passation des marchés publics correspond aux achats de biens, de services et de travaux effectués par les administrations et les entreprises publiques. Ces achats constituent une part importante des dépenses des administrations publiques : en 2013, ils représentaient en moyenne 29 % des dépenses publiques totales (contre 30 % en moyenne en 2009). Les marchés publics mobilisant donc une part importante des deniers publics, les contribuables s'attendent à ce qu'ils soient gérés avec efficacité et dans le respect des exigences les plus strictes, afin de garantir une qualité de service irréprochable et de préserver l'intérêt général.

Le poids des marchés publics dans les dépenses publiques varie selon les pays de l'OCDE : il s'échelonne entre moins de 20 % des dépenses publiques en Grèce et au Portugal et plus de 35 % des dépenses publiques dans des pays tels que la Corée, l'Estonie et le Japon. Les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 12.1 % de leur PIB aux marchés publics en 2013. Toutefois, les marchés publics représentaient moins de 10 % du PIB de certains pays tels que l'Irlande et la Suisse, mais plus de 15 % du PIB de pays tels que la Finlande, la France, le Japon, les Pays-Bas et la Suède. Une affectation efficace et stratégique des dépenses publiques pourrait permettre de dégager une marge de manœuvre budgétaire qui permettrait elle-même de réaliser des économies ou des réaffectations de ressources.

Les marchés publics passés par les administrations d'États fédérés et les administrations locales représentent, en moyenne des pays de l'OCDE, 63 % des dépenses totales liées aux marchés publics. En général, dans les États fédéraux, les administrations infranationales concentrent une part importante des dépenses liées aux marchés publics ; tel est, par exemple, le cas au Canada (87 %) et en Belgique (84 %). Cela étant, les États unitaires doivent eux aussi s'employer à renforcer l'efficacité des marchés publics passés à l'échelon infranational. En effet, les administrations infranationales concentrent une part considérable des dépenses liées aux marchés publics dans des pays tels que l'Italie (78 %), la Finlande (70 %) et le Japon (68 %).

Méthodologie et définitions

Le montant des dépenses liées aux marchés publics a été estimé à partir de données tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale* (SCN). Les marchés publics sont définis comme la somme de la consommation intermédiaire (biens et services achetés par les administrations publiques pour leur propre usage, comme des prestations comptables ou informatiques), de la formation brute de capital fixe (acquisition d'équipements moins ventes d'actifs fixes, par ex. construction de nouvelles routes) et des transferts sociaux en nature opérés par l'intermédiaire de producteurs marchands (achat par les

administrations publiques de biens et services produits par des producteurs marchands et fournis aux ménages).

Les marchés publics englobent ici ceux de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés et des administrations locales. L'échelon infranational correspond aux administrations d'États fédérés et aux administrations locales. Sauf indication contraire dans les notes, les administrations de sécurité sociale sont exclues de l'analyse (voir aussi le graphique 9.3, « Poids des marchés publics dans les dépenses publiques totales (2007, 2009 et 2013) », et le graphique 9.4, « Ventilation des marchés publics par niveau d'administration, administrations de sécurité sociale comprises (2013) », qui sont consultables en ligne aux adresses suivantes : <http://dx.doi.org/10.1787/888933249035> et <http://dx.doi.org/10.1787/888933249047>, respectivement). Les administrations classées dans la catégorie des administrations d'États fédérés n'existent que dans les neuf pays membres de l'OCDE dotés d'une structure fédérale : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Espagne (pays considéré comme quasi-fédéral), les États-Unis, le Mexique et la Suisse. Les entreprises publiques ont elles aussi été exclues de l'estimation des dépenses liées aux marchés publics.

Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Recommandation du Conseil sur les marchés publics*, OCDE, Paris.

OCDE (2014), « Passer au vert : bonnes pratiques en matière d'achats écologiques », OCDE, Paris.

OCDE (2013), *Implementing the OECD Principles for Integrity in Public Procurement: Progress since 2008*, Coll. « Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique », OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201385-en>.

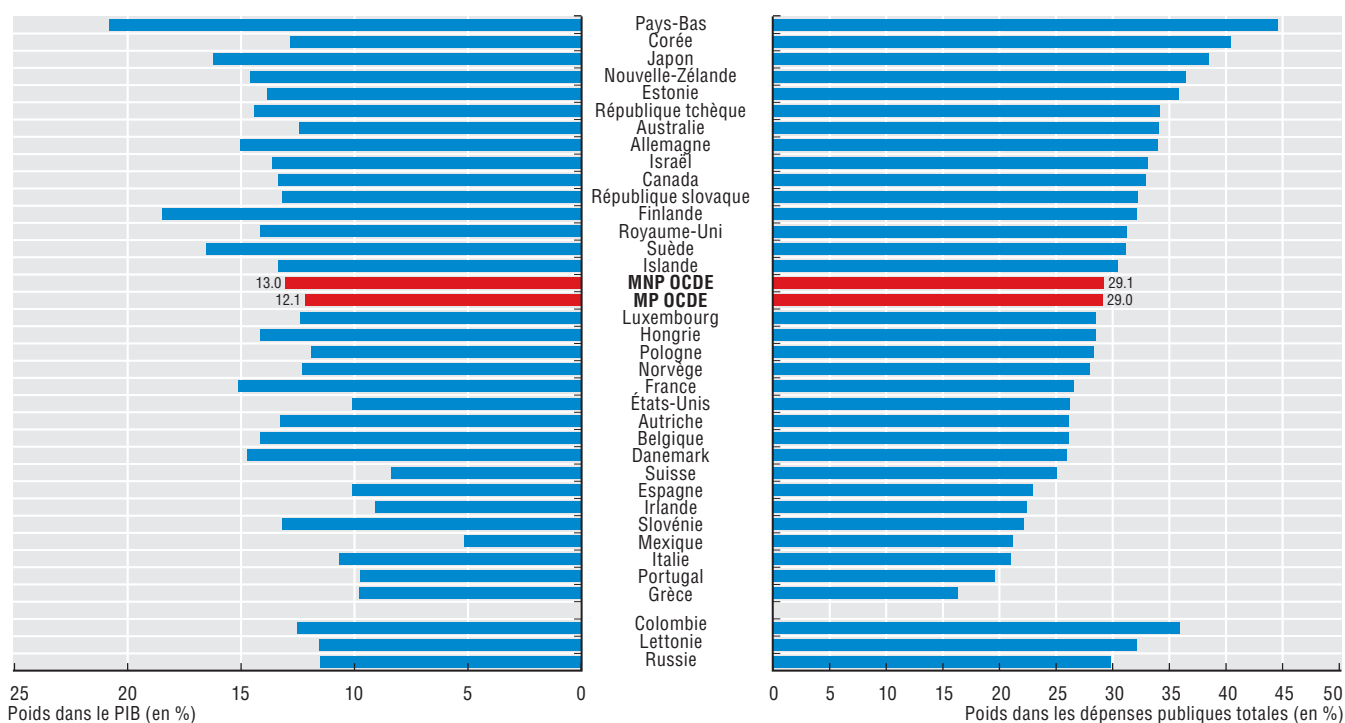
Notes relatives aux graphiques

9.1 : On ne dispose pas de données pour le Chili et la Turquie. Les données relatives à la Colombie et à la Fédération de Russie portent sur 2012 et non 2013.

9.2 : On ne dispose pas de données pour l'Australie, le Chili et la Turquie. Les administrations locales sont classées dans la catégorie des administrations d'États fédérés pour les États-Unis. Les administrations de sécurité sociale sont classées dans la catégorie des administrations centrales pour les États-Unis, l'Irlande, la Norvège, le Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Les données pour la Colombie portent sur 2012 et non 2013.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/88932315602>.

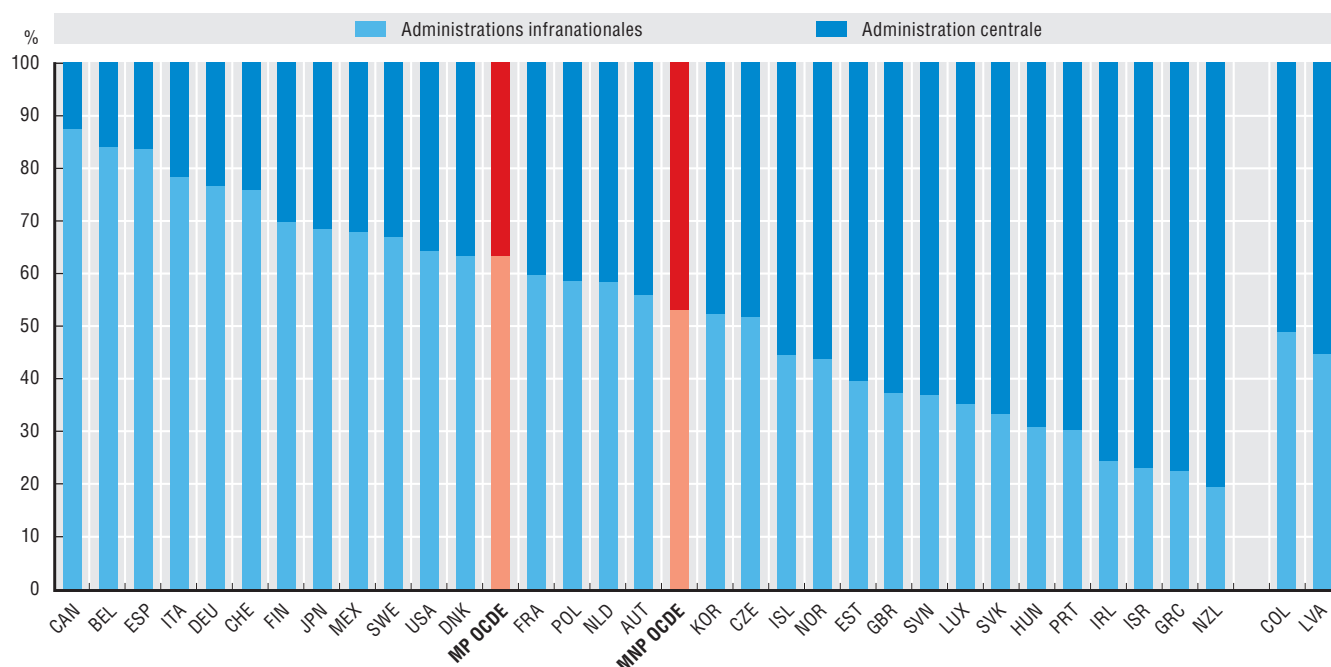
9.1. Poids des marchés publics dans le PIB et dans les dépenses publiques totales (2013)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les finances publiques et sur les comptes nationaux fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933249013>

9.2. Ventilation des marchés publics par niveau d'administration (2013)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347610>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Poids des marchés publics », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-42-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.